

bedeutende Geldsummen verfügte. Angesichts dieser Thatsache und des weitern Umstandes, daß die Liquidation noch nicht beendet ist, kann davon nicht die Rede sein, daß der Gemeinschuldner schon 1897 seinen fast zwei und ein halbes Jahr später ausbrechenden Konkurs voraussehen mußte. Er selbst giebt als Ursache seines Konkurses die im Jahre 1900 eingetretene Hypothekar-Krise und eine falsche Berechnung beim Baue von Häusern an der Hochstraße an. Danach ist also der Konkurs des Gemeinschuldners auf Ereignisse zurückzuführen, die mehr als zwei Jahre nach dem angefochtenen Kauf eintraten. Es ist um so weniger an der Richtigkeit dieser Angaben zu zweifeln, als die Beklagte für ihre gegenteilige Behauptung, der finanzielle Zusammenbruch des Gemeinschuldners sei tatsächlich schon im Dezember 1897 vorhanden gewesen, den Beweis nicht geleistet hat. Denn sowohl die eine Behauptung, der Gemeinschuldner habe sich in den Jahren 1895 und 1896 durch große Landkäufe in der Gierbrecht und in Fluntern ruiniert, als auch die andere, er habe schon 1897 die Zinsen seiner Hypothekarschulden gar nicht oder nur verspätet bezahlen können, sind unstichhaltig. (Folgen nähere Ausführungen hierüber.) Endlich spricht auch das Verhalten des Gemeinschuldners in der Zeit nach dem angefochtenen Rechtsgeschäft dafür, daß ihm jede Absicht fern lag, die Klägerin zum Nachteil anderer Gläubiger zu begünstigen. Den Gewinn, den die Klägerin aus dem günstigen Verkauf der Liegenschaften gezogen hatte, verwandte der Gemeinschuldner in seinen Geschäften. Dies hätte er jedenfalls nicht getan, wenn er die Klägerin durch den angefochtenen Kauf hätte begünstigen wollen, da er ja gerade dadurch eine gewollte Begünstigung illusorisch machte, indem die Klägerin wieder seine Gläubigerin wurde.

Demnach hat das Bundesgericht
erkannt:

Die Berufung wird abgewiesen und das angefochtene Urteil der I. Appellationskammer des Obergerichts des Kantons Zürich in allen Teilen bestätigt.

VIII. Organisation der Bundesrechtspflege.

Organisation judiciaire fédérale.

18. Arrêt du 17 janvier 1902, dans la cause Defraiteur, déf. et rec., contre Reichenbach, dem. et int.

Recours en réforme; valeur du litige. Art. 67, al. 3 OJF.

Les frères Pierre et Joseph Reichenbach, qui exploitent à Sion une fabrique de meubles, passèrent le 25 juillet 1900 avec Mathieu Defraiteur, Directeur du Comptoir belge à Genève, un contrat pour le placement de leurs marchandises. Ce contrat renferme, entre autres, les clauses suivantes :

1° Reichenbach frères donnent le monopole de la vente de toute leur production en meubles pour toute la Suisse (à l'exception du Valais et d'un client, Pochon frères, à Lausanne) à Defraiteur, qui sera par conséquent seul chargé du placement des meubles fabriqués par Reichenbach frères. Defraiteur s'engage à ne pas vendre en son nom, mais en leur nom seulement les meubles provenant de ces derniers. 4° Toutes les marchandises vendues pour le compte de Reichenbach frères seront expédiées par ceux-ci, et les factures, traites et encaissements ne seront faits que par eux. 9° En cas de maladie de Defraiteur, et en général, s'il arrivait que ce dernier, pour un motif ou pour un autre, fût dans l'impossibilité de visiter la clientèle et par conséquent de vendre toute la production, un accord interviendra entre parties pour aplanir cette difficulté. 13° En cas de différend à trancher par les tribunaux, les deux parties éliront domicile à Sion.

Le 4 octobre 1900, Defraiteur informait Reichenbach frères que diverses circonstances l'empêchaient de visiter la clientèle, et les pria de faire un voyage à sa place. Tout en acceptant cette proposition, ceux-ci firent observer à Defraiteur que de ce fait, ainsi que, plus particulièrement, du faible chiffre d'affaires conclues par lui dès la passation du contrat

à ce jour, il résultait qu'il n'était pas en mesure de placer toute la production de leur fabrique. En conséquence les frères Reichenbach, par lettre du 6 octobre 1900, confirmée par lettres des 10 et rappelée le 12 du dit mois, demandèrent à Defraiteur de renoncer au monopole de la vente consentie par le contrat du 25 juillet précédent. Par télégramme et par lettre du 11 octobre, Defraiteur avait refusé catégoriquement cette proposition.

Reichenbach frères ouvrirent alors, par exploits des 12 et 24 octobre 1900, action contre Defraiteur, aux fins d'obtenir la modification du contrat dans le sens de la proposition susmentionnée. Après divers actes de procédure préparatoire, Reichenbach frères conclurent, à l'audience du Juge instructeur de Sion en date du 21 février 1901, à ce que la modification au contrat de commission demandée par eux soit admise; le cas échéant, ils se réservèrent de conclure à la résiliation pure et simple du contrat.

Par jugement du 9 mars 1901, le Tribunal de l'arrondissement de Sion a admis la demande des frères Reichenbach, tendant à la suppression du monopole accordé par eux à M. Defraiteur dans le contrat du 25 juillet 1900.

Defraiteur appela de ce jugement à la Cour d'appel et de cassation du Valais, et conclut à ce qu'il lui plaise prononcer : 1° Le jugement du 9 mars 1901 est réformé. 2° La demande des frères Reichenbach est écartée. 3° Il est donné acte à Defraiteur de ses réserves et demandes éventuelles en dommages-intérêts.

La partie Reichenbach conclut de son côté, devant la même Cour, le 31 octobre 1901, à la résiliation du contrat du 25 juillet 1900 et subsidiairement, à la confirmation du jugement dont est appel.

Statuant par arrêt du même jour, la Cour d'appel a écarté la conclusion des demandeurs tendant à la résolution pure et simple du contrat, attendu que ce chef de demande n'avait pas été soumis au Tribunal de première instance, et a confirmé le jugement de ce Tribunal, accordant à Reichenbach frères leur demande de suppression du monopole susindiqué.

C'est contre cet arrêt que Defraiteur a recouru en temps

utile au Tribunal fédéral, concluant à ce qu'il lui plaise prononcer que le dit arrêt est réformé, et que la demande de Reichenbach frères est écartée.

Statuant sur ces faits et considérant en droit :

1. — La Cour d'appel, après s'être attachée, dans son arrêt attaqué, à établir que la suppression de la clause du monopole litigieux se justifie de tout point, constate que cette mesure ne constituerait un préjudice à la partie Defraiteur que pour autant que sa représentation continuerait à être aussi peu active qu'elle le fut depuis la passation du contrat; qu'il dépend de ce dernier de rendre la dite mesure inutile en remplissant ses obligations d'une manière sérieuse et continue, car il est évident que, si leurs marchandises trouvent leur écoulement, les frères Reichenbach n'iront pas chercher un autre représentant, et qu'ils s'épargneront, — ce qu'ils voulaient déjà en conférant leur mandat à Defraiteur, — le dérangement de s'occuper eux-mêmes de la vente, soit du placement de leurs produits.

Il paraît résulter de la constatation de fait qui précède, ainsi que des motifs invoqués par la Cour d'appel, qu'aux yeux de cette dernière la cause ne porte pas sur une somme litigieuse déterminée. La partie recourante, de son côté, pas plus que les pièces de la cause, ne fournissent aucun renseignement ou élément quelconque d'où il serait permis d'évaluer d'une manière précise la valeur du litige, à supposer que celle-ci existât.

2. — En tout cas, en produisant un mémoire à l'appui de son recours, Defraiteur a reconnu implicitement que la valeur de l'objet du litige n'atteint pas 4000 fr. (art. 67 dernier alinéa de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale). En outre le recourant n'a pas même allégué, et n'a rien fait pour établir que cette valeur atteignit même le chiffre de 2000 fr., minimum fixé par la loi fédérale précitée, art. 59, pour qu'un jugement rendu en dernière instance cantonale puisse être porté par voie de réforme devant le Tribunal de céans.

3. — Dans cette situation, et vu au surplus la disposition de l'art. 67 précité, alinéa 3 de la loi sur l'organisation judi-

cière fédérale, statuant que « si la recevabilité du recours dépend de l'importance de l'objet du litige, et que celui-ci ne consiste pas en une somme d'argent déterminée, la valeur litigieuse doit être indiquée » ce que le recourant a en tout cas omis de faire, le recours apparaît comme irrecevable, et doit être écarté d'emblée, comme ne portant pas sur une somme litigieuse déterminée et suffisante.

Par ces motifs,

Le Tribunal fédéral
prononce :

Il n'est pas entré en matière, pour cause d'insuffisance de la valeur du litige, sur le recours exercé par Math. Defraiteur.

19. Urteil vom 23. Januar 1902

in Sachen S., Revisionskl., gegen C., Revisionsbefl.

Revisionsbegehren gegen ein vom Bundesgericht als Berufungsinstanz in einer Ehescheidung erlassenes Urteil. Art. 95 Org.-G., Art. 192 Ziff. 2 eidg. C.-P.-O. « Neue entschiedene Beweismittel. »

A. Mit Eingabe vom 22./23. Juli 1901 stellte Josef Jakob H., Geschäftsagent in Luzern, beim Bundesgerichte, unter Berufung auf Art. 95 ff. des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesrechtspflege und auf Art. 192 ff. des eidg. Zivilprozesses, das Begehren: Es sei ihm die Revision hinsichtlich des am 18. Oktober 1900 erlassenen bundesgerichtlichen Ehescheidungsurteils zu bewilligen, und es sei nach durchgeführten Beweisverfahren dieses Urteil dahin abzuändern, daß: 1. seine frühere Ehefrau Franziska C. als der allein, eventuell als der überwiegend schuldige Teil an der Scheidung der Ehe erklärt werde; 2. daß ihm, H., die Erziehung und Verpflegung der beiden der Ehe entsprossenen Kinder Janny und Raphael zugesprochen und 3. daß der Franziska C. das Recht auf eine Alimentation aberkannt werde.

Zur Begründung vorstehender Anträge machte der Revisionskläger geltend: Es hätten sich nach dem Ehescheidungsprozeß folgende Nova herausgestellt: 1. Franziska C. sei am 9. Mai

1901 wegen Ehebruchs, begangen mit dem verheirateten Kaver Unternährer in Luzern, durch das Bezirksgericht Luzern verurteilt worden, wofür auf die betreffenden Strafakten und eine eingelegte Urteilsabschrift verwiesen werde. 2. Durch (rechtskräftig gewordenes) Urteil vom 29. März 1901 habe das Bezirksgericht Luzern auf eine bezügliche Statusklage H. hin ein am 19. Januar 1901 von Franziska C. geborenes Kind, Olga, als unehelich erklärt. Für diese Behauptung berufe sich Revisionskläger auf eine beigelegte Ausfertigung genannten Urteils und auf die betreffenden Zivilprozeßakten. 3. Franziska C. habe außergerichtlich das Geständnis abgelegt, daß sie während der Dauer der Ehe dem Ehemann Geld, Sachen Kleider u. gestohlen habe, was aus einer zu den Akten gegebenen Bescheinigung der Frau Ziegler geschiedene Zehli in Luzern d. d. 28. Mai 1901 sich ergebe. 4. Endlich habe sich Franziska C. in den letzten Monaten einem offenkundigen Lasterleben hingegeben, wie die genannte Bescheinigung, ferner eine solche des W. Hegli, Commis auf dem Advokaturbüro Dr. Grüter in Luzern, d. d. 25. Mai 1901, und eine solche der Frau Stöcklin geschiedene Sigrist d. d. 27. Mai 1901 dartue. Revisionskläger ersuche um gerichtliche Zeugeneinvernahme der drei Aussteller dieser Bescheinigungen.

Wenn diese Tatsachen, führt das Revisionsgesuch sodann aus, bereits im früheren Prozesse vorgelegen wären, so hätte die Schuldfrage damals anders entschieden werden müssen. Die Ehe wäre, gestützt auf Art. 46 litt. a, wegen Ehebruchs der Frau zu scheiden gewesen, da laut den gerichtlichen Feststellungen im Status- und Strafprozeß Franziska C. schon zur Zeit des erstinstanzlichen Scheidungsurteils, also in einem Momente, wo für sie die Verpflichtung zur ehelichen Treue noch bestanden habe, sich von Unternährer habe schwängern lassen. Auf alle Fälle hätte in Rücksicht auf diesen geschlechtlichen Verkehr der C. und auf die jetzt von ihr zugestandenem Diebstähle, ihr Verschulden als viel schwerer angesehen werden müssen. Als Konsequenz der veränderten Aktenlage ergebe sich aber auch die Notwendigkeit einer andern Beurteilung der Adventicien: Infolge der zu Tage getretenen Tatsachen und des Umstandes, daß Franziska C. überhaupt ein Lasterleben führe, seien ihr die Rechte über die beiden Kinder Janny und Raphael abzusprechen, während es keinen Sinn mehr